



CONTRAT PSC À LA JUSTICE

Une machine à ponctionner...

... qui frappe toujours les mêmes !!!

COMMUNIQUÉ :

FO Justice n'a pas la mémoire courte : nous avons été les seuls à voter **CONTRE** l'attribution du marché PSC à la mutuelle **INTÉRIALE** quand l'**UNSA Justice**, la **CGT** et la **CFDT** ont voté **POUR**, car nous savions le préjudice que cela apporterait à l'ensemble des personnels du ministère de la Justice.

Ces trois organisations syndicales, pour certaines partenaires de cette mutuelle, s'offusquent de la situation à coups de communiqués syndicaux timides pour dénoncer certaines pratiques de la mise en place de la mutuelle, alors même que **FO Justice** avait mis en garde contre ce choix, ne font que se **décrédibiliser !**

Pour preuve, nous avons également été les seuls à déposer une plainte sur les modalités d'attribution, plainte qui suit son cours, et à avoir demandé au Garde des Sceaux l'ouverture d'une enquête par l'Inspection Générale de la Justice.

Deux mois après l'imposition de cette mutuelle, le vernis a sauté et plus personne ne peut faire semblant de ne pas voir : il s'agit là encore d'une nouvelle saignée qui cible particulièrement les plus bas salaires.

Cela touche l'ensemble des personnels du ministère de la Justice. Mais prenons l'exemple des agents des corps communs, qui ont perçu, pour certains, la revalorisation tardive de l'IFSE et qui aurait pu redonner un peu d'oxygène : l'arrivée en novembre de dix mois de rattrapage a été aussitôt asphyxiée avant même d'avoir pu respirer. Aussitôt perçu, aussitôt siphonné.

Et quand on ajoute à cela qu'il y a plusieurs prélèvements distincts pour une seule mutuelle, l'opacité devient totale. Plus c'est compliqué, plus ça passe... ou du moins, plus on espère que les agents ne regarderont pas trop en détail.

Les cotisations mutuelles explosent : doublées, triplées, parfois davantage !

En effet, il semblerait que la mutuelle se soit surpassée : erreurs dans les prélèvements, surcotisations, montants incohérents... bref, un festival.

► **Résultat : en plus d'une hausse souvent brutale, certains paient même plus que ce qu'ils devraient !**

► **FO Justice** appelle donc chaque agent à vérifier attentivement les montants prélevés : les "bugs" ne sont pas isolés.

► **FO Justice** dénonce sans détour ces erreurs manifestes qui appauvrissent encore ceux qui n'ont déjà pas assez, sous couvert de solidarité et de modernisation et refuse que les agents soient transformés en vaches à lait d'un dispositif dont nous savions déjà qu'il était bancal depuis l'attribution du marché au ministère de la Justice.

Il est impératif que le Secrétariat général du ministère de la Justice demande des comptes. Il en va du salaire de ses fonctionnaires !

FO Justice y veillera !

